



OFFICE BENELUX DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

DECISION en matière d'OPPOSITION

du 10 juillet 2014

N° 2007904

Opposant : **Hottinger Luxembourg S.A.**
6, rue Adolphe Fischer
1520 Luxembourg
Luxembourg

Mandataire : **Marius Schneider Avocat - Advocaat**
Rue Defacqz 78
1060 Bruxelles
Belgique

Marque invoquée : **Enregistrement Benelux 774259**
Hottinger & Cie

contre

Défendeur : **H.R. PARTICIPATIONS S.A.**
18, rue Robert Stümper
2557 Luxembourg
Luxembourg

Mandataire : **OFFICE ERNEST T. FREYLINGER S.A.**
234 route d'Arlon, Boîte Postale 48
8001 Strassen
Luxembourg

Marque contestée : **Dépôt Benelux 1248916**
MESSIEURS HOTTINGUER

I. FAITS ET PROCEDURE

A. Faits

1. Le 6 juin 2012, le défendeur a procédé au dépôt Benelux de la marque verbale MESSIEURS HOTTINGUER, pour distinguer des services en classes 35, 36 et 45. Ce dépôt a été mis à l'examen sous le numéro 1248916 et a été publié le 11 juin 2012.

2. Le 3 septembre 2012, l'opposant a introduit une opposition contre l'enregistrement dudit dépôt. Etant donné que le dernier jour du délai d'opposition (le 1^{er} septembre 2012) était un samedi, l'opposition est considérée comme ayant été introduite dans ce délai, conformément à la règle 3.9, alinéa 3, du Règlement d'exécution (ci-après : « RE »). L'opposition est basée sur l'enregistrement Benelux 774259 de la marque verbale Hottinger & Cie, déposée le 30 mars 2005 et enregistrée le 10 octobre 2005, pour des services en classes 35 et 36.

3. Il ressort du registre que l'opposant est effectivement le titulaire du droit invoqué.

4. L'opposition est introduite contre tous les services du signe contesté et basée sur tous les services du droit invoqué.

5. Les motifs de l'opposition sont ceux consignés à l'article 2.14 alinéa 1^{er}, sous a, de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (ci-après : « CBPI »).

6. La langue de la procédure est le français.

B. Déroulement de la procédure

7. L'opposition est recevable. Le 5 septembre 2012, l'Office Benelux de la Propriété Intellectuelle (ci-après : « l'Office ») a adressé aux parties la notification relative à la recevabilité de l'opposition.

8. La phase contradictoire de la procédure a débuté le 6 novembre 2012. Le 12 novembre 2012, l'Office a adressé aux parties un avis relatif au début de la procédure, un délai jusqu'au 12 janvier 2013 inclus étant imparti à l'opposant pour introduire ses arguments et pièces éventuelles à l'appui de ceux-ci.

9. Le 10 janvier 2013, l'opposant a introduit des arguments. Ceux-ci ont été envoyés au défendeur en date du 28 janvier 2013, un délai jusqu'au 28 mars 2013 inclus étant imparti à ce dernier pour y réagir.

10. Le 6 mars 2013, le défendeur a informé l'Office qu'il ne souhaitait pas, à ce stade de la procédure, réagir aux arguments de l'opposant et a requis de l'opposant que celui-ci fournisse des preuves d'usage du droit invoqué. Le 11 mars 2013, l'Office a informé l'opposant de la requête du défendeur, un délai jusqu'au 11 mai 2013 lui étant imparti pour déposer les preuves d'usage requises.

11. Le 13 mai 2013, l'opposant a introduit auprès de l'Office des preuves d'usage du droit invoqué. Etant donné que le 11 mai 2013 était un samedi, cette communication est considérée comme ayant été introduite dans le délai requis, conformément à la règle 3.9, alinéa 3 RE. Le 4 juin 2013, l'Office a envoyé les preuves d'usage au défendeur, un délai jusqu'au 4 août 2013 lui étant imparti pour formuler ses observations.

12. Le 5 août 2013, le défendeur a réagi aux preuves d'usage fournies par l'opposant et a argumenté sur le fond. Etant donné que le 4 août 2013 était un dimanche, cette réaction est considérée comme ayant été introduite dans le délai imparti, conformément à la règle 3.9, alinéa 3 RE. Cette réaction a été communiquée à l'opposant le 21 août 2013.

13. Chaque partie a introduit ses observations dans les délais impartis par l'Office.

14. L'Office estime qu'il dispose d'éléments suffisants pour pouvoir statuer sur l'opposition.

II. MOYENS DES PARTIES

15. L'opposant a introduit, en application de l'article 2.14, alinéa 1^{er}, sous a CBPI, une opposition auprès de l'Office, conformément aux dispositions de l'article 2.3, sous b CBPI : risque de confusion en raison de la ressemblance ou de l'identité des signes concernés et de l'identité ou de la similitude des produits ou services en question.

A. Arguments de l'opposant

16. L'opposant explique que la dynastie franco-suisse Hottinger (en suisse) ou Hottinguer (en français) compte sept générations et remonte à plus de 200 ans. Son entreprise actuelle a vu le jour en 1991 et fait partie du Groupe Financière Hottinguer, lequel compte des sociétés agréées comme entreprises d'investissement et/ou banques. L'opposant attribue dès lors un fort pouvoir distinctif au droit invoqué, constitué en l'espèce d'un nom patronymique.

17. L'opposant admet que son droit exclusif à sa marque n'implique pas qu'il peut s'opposer à l'usage par un tiers de son nom patronymique, à condition que cet usage n'entraîne pas de la confusion dans l'esprit du public.

18. L'opposant estime qu'en l'espèce il est évident que l'élément distinctif des signes réside dans le patronyme et non dans la partie « & CIE », ni dans le mot MESSIEURS. Cet élément dominant sera prononcé selon l'opposant dans tous les pays du Benelux exactement de la même manière.

19. L'opposant constate que les signes ne diffèrent qu'en une seule lettre, de manière qu'il estime qu'ils se ressemblent également fortement sur le plan visuel.

20. Conceptuellement, les signes renvoient à l'idée d'un patronyme d'origine germanophone, de sorte qu'ils sont identiques sur ce plan, selon l'opposant.

21. En ce qui concerne la comparaison des services, l'opposant donne quelques exemples de similarité et il en conclut que tous les services sont similaires ou à tout le moins complémentaires.

22. En introduisant des preuves d'usage, l'opposant souligne que tous les documents entre une banque et ses clients sont entièrement confidentiels et ne peuvent aucunement être produits. D'autre part, la banque privée vise une clientèle particulière, ce qui implique une discrétion commerciale adaptée, et notamment l'absence de toute forme de publicité. Dès lors, l'opposant estime que ces particularités du secteur doivent susciter auprès de l'Office une nécessaire flexibilité dans l'appréciation des preuves d'usage, forcément plus compliquées à réunir que dans un secteur plus « public ».

23. Pour ces raisons l'opposant demande à l'Office de refuser l'enregistrement du signe contesté.

B. Réaction du défendeur

24. Le défendeur a d'abord demandé des preuves d'usage du droit invoqué.

25. Bien que l'opposant fasse appel au « secret bancaire » pour en tirer la conclusion qu'il n'aurait qu'une obligation limitée concernant les preuves d'usage, le défendeur est d'avis que ces preuves doivent toujours remplir les conditions minimales requises par la loi, quel que soit le secteur dans lequel la marque est utilisée.

26. Par conséquent, le défendeur considère que les documents soumis par l'opposant ne sont pas suffisants pour démontrer l'usage sérieux. En effet, certaines pièces ne sont pas datées, d'autres tombent hors de la période pertinente, et d'autres encore ne permettent pas de déterminer l'usage comme marque ou comme nom de commerce. De plus, la simple mention du droit invoqué sur papier à en-tête ou sur un site web, ne permet pas d'en conclure l'usage réel pour certains services.

27. Puisque l'opposant n'a pas démontré l'usage réel du droit invoqué, le défendeur est d'avis que l'opposition doit être rejetée.

28. Si néanmoins l'Office en jugeait autrement, le défendeur souligne que les services en classes 35 et 36 du droit invoqué sont des services très spécifiques, qui ne sont pas repris dans le libellé du signe contesté. De plus, en ce qui concerne les services de la classe 45 du signe contesté, ils n'ont aucun lien avec les services du droit invoqué et ne sont donc pas similaires.

29. Le défendeur demande dès lors à l'Office le rejet de l'opposition et l'enregistrement du signe contesté.

III. DECISION

A. Preuves d'usage

30. En application de l'article 2.16, alinéa 3, sous a, CBPI et de l'article 2.26, alinéa 2, sous a CBPI, un usage normal de la marque doit être fait pour les produits ou services pendant une période de cinq années antérieure à la date de publication du dépôt contre lequel l'opposition est dirigée.

31. Etant donné que l'enregistrement du droit invoqué est antérieur au 11 juin 2007, la demande de preuves d'usage est fondée.

32. Le dépôt contesté a été publié le 11 juin 2012. La période de cinq ans s'étend, dès lors, du 11 juin 2007 au 11 juin 2012.

33. Conformément à la règle 1.29 RE, les preuves d'usage doivent comprendre des indications sur le lieu, la durée, l'importance et la nature de l'usage qui a été fait de la marque antérieure pour les produits et services sur lesquels l'opposition est fondée.

Appréciation des preuves d'usage introduites par l'opposant

34. A titre de preuves d'usage, l'opposant a introduit les pièces suivantes :

- 1) Papier à en-tête en 5 versions utilisées ces 5 dernières années ;
- 2) Pages d'archives du site web de l'opposant ;
- 3) Plaquette de présentation Hottinger & Cie, extraite de son site internet ;
- 4) Document de présentation historique du groupe Hottinger, abordant la création en 1992 de la branche luxembourgeoise Hottinger & Cie ;
- 5) Document d'ouverture de compte de Hottinger & Cie ;
- 6) Relevés de compte (structure de patrimoine) chez Hottinger & Cie, rendus anonymes ;
- 7) Extraits sur internet :
 - a. Compte-rendu d'une conférence Deloitte au Grand-duché du Luxembourg dont un des invités est le CEO de Hottinger & Cie (article du 5 décembre 2011) ;
 - b. Article sur le directeur d'Hottinger & Cie Luxembourg du 9 juillet 2007 ;
 - c. Page LinkedIn d'un membre du Comité de Direction de « Hottinger & Cie », de 2009 à ce jour ;
 - d. Prospectus de la SICAV REACTOR 7, dont le promoteur est Hottinger & Cie (Luxembourg) ;
 - e. Page du site DRG (Deutsch-Afrikanische Rohstoff) présentant la banque luxembourgeoise Hottinger & Cie comme l'un de ses partenaires, son conseil financier.

35. Les en-têtes (no. 1 ci-dessus) sont imprimés sur des feuilles vierges et ne disent rien au sujet de l'usage du droit invoqué.

36. Dans deux des pages d'archives du site web de l'opposant (no. 2) ses activités sont proposées comme suit : « ...vous offre le savoir-faire du Group Hottinger : protéger et faire fructifier votre patrimoine, en assurer sa transmission dans une relation fondée sur la confiance et la discrétion ». Le texte ne mentionne cependant pas sous quelle marque ces services sont rendus et ne donne pas d'information sur le lieu (en dehors du Luxembourg) la durée et l'importance de la prestation de ces services.

37. La plaquette de présentation (no. 3) est datée de novembre 2012, c'est-à-dire hors de la période pertinente, mais elle contient de l'information extraite de cette période (« en mars 2012, la famille a décidé de diviser l'organisation du Groupe en deux entités distinctes »). En tout cas, tant les

informations présentées que la partie de la période pertinente sont assez limitées. Il apparaît que l'opposant fait partie du Groupe Financière Hottinguer, avec des sièges à Bruxelles, Londres, Luxembourg, Nassau, Paris et Toronto et qu'il s'occupe de la gestion de fortune, mais le document ne contient aucune indication concernant la durée, l'importance ou la nature de ses activités.

38. Le document historique (no. 4) n'est pas daté, mais donne une chronologie de la dynastie des Hottinger/Hottinguer (en 1799, un « u » est ajouté en France pour la prononciation) et de leur entreprise dès les origines en 1401 jusqu'en 2004. Ce document ne contient donc pas d'informations concernant la période pertinente.

39. Le document d'ouverture de compte (no. 5) est un formulaire blanc (de septembre 2012, donc après la période pertinente), accompagné des conditions générales régissant les relations entre Hottinger & Cie Groupe Financière Hottinguer SA et ses clients. Ce document ne donne aucune information concernant l'usage du droit invoqué.

40. Parmi les relevés de compte (no. 6) il y a un seul exemplaire qui date de la période pertinente ; les trois autres sont postérieurs au 30 décembre 2012. Ces documents n'indiquent pas clairement s'il s'agit simplement d'un compte courant ou si d'autres services sont fournis (les autres indications sont «vue/court terme », « structure du patrimoine » et « espèces à vue »). Quoi qu'il en soit, il s'agit de montants modiques (€ 661,42 en total). Ces pièces ne permettent donc pas de tirer de conclusions concernant le lieu, la durée, l'importance et la nature de l'usage ou les services pour lesquels cet usage aurait été fait.

41. La seule mention du droit invoqué que fait le compte-rendu d'une conférence (no. 7a) est que l'un des « guest speakers invited to the conference » était le CEO de l'opposant. Dans l'article concernant le directeur de l'opposant (no. 7b), ce dernier expose les activités du groupe Hottinger, mais aucune indication sur l'usage du droit invoqué n'est donnée. L'extrait de la page LinkedIn (no. 7c) contient le profil d'un membre exécutif du comité de direction chez Hottinger & Cie – Groupe Financière Hottinguer SA en 2009, mais ne donne aucune indication de l'usage du droit invoqué. Le prospectus (no. 7d) ne fait qu'une simple mention de l'opposant en tant que « promoteur », mais n'offre aucune indication de l'usage du droit invoqué. La page du site Deutsch-Afrikanische Rohstoff- und Infrastruktur-Gesellschaft S.A (no. 7e) mentionne que la banque Hottinger & Cie SA Luxembourg est le conseil financier de cette entreprise, mais ne donne aucune indication sur le lieu, la durée, l'importance et la nature de l'usage qui a été faite du droit invoqué pour les services sur lesquels l'opposition est fondée.

Conclusion

42. Les pièces introduites par l'opposant ne démontrent pas l'usage sérieux du droit invoqué au Benelux dans les cinq ans précédant la publication du dépôt contesté. Pour cette raison, l'Office ne parviendra pas à l'appréciation du risque de confusion.

43. En ce qui concerne la requête de l'opposant d'apprécier les preuves d'usage avec une certaine flexibilité (voir point 22), il faut remarquer que ni la CBPI ni la jurisprudence permettent de faire cette appréciation en fonction du secteur concerné. D'ailleurs, les exigences de discrétion et de confidentialité ne s'appliquent pas uniquement au secteur bancaire et l'Office veille toujours à la plus

grande confidentialité possible au regard des pièces introduites. Dans le cas présent, l'Office a malheureusement dû mentionner quelques chiffres, précisément pour démontrer la faiblesse des pièces introduites.

B. Conclusion

44. Étant donné que l'opposant n'a pas démontré l'usage sérieux de son droit invoqué, l'Office n'est pas parvenu à l'appréciation du risque de confusion.

IV. CONSÉQUENCE

45. L'opposition numéro 2007904 n'est pas justifiée.

46. Le dépôt Benelux 1248916 est enregistré.

47. L'opposition n'étant pas justifiée, l'opposant est redevable d'un montant de 1.000 euros au bénéfice du défendeur en vertu de l'article 2.16, alinéa 5 CBPI et la règle 1.32, alinéa 3 RE. La présente décision forme titre exécutoire en vertu de l'article 2.16, alinéa 5 CBPI.

La Haye, le 10 juillet 2014

Willy Neys
(rapporteur)

Cocky Vermeulen

Pieter Veeze

Agent chargé du suivi administratif : Rémy Kohlsaas